



Position de l'**AFUTT** – Association Française des Utilisateurs des Télécoms  
sur la Consultation Publique lancée par  
l'**ARCEP** – Autorité de Régulations des Communications électroniques et postales  
en date de décembre 2007  
sur la Portabilité des numéros mobiles en métropole

**Objet de la consultation** : Projet de décision soumis à consultation publique précisant les méthodes de comptabilisation, de recouvrement et de tarification des coûts liés à la portabilité des numéros mobiles.

**Position de l'AFUTT** : L'AFUTT rappelle qu'elle n'a pas de compétence particulière pour structurer et analyser les coûts de fonctionnement des opérateurs mobiles. Par contre elle a une légitimité reconnue pour s'exprimer sur leur impact éventuel auprès des utilisateurs et c'est à ce titre qu'elle tient à s'exprimer à l'occasion de la consultation publique lancée par l'ARCEP sur la prise en charge des coûts de la portabilité des numéros mobiles en métropole.

La consultation classe les coûts liés à la portabilité en deux catégories : les surcoûts induits sur certaines fonctions existantes et les coûts spécifiques, les premiers étant jugés difficilement quantifiables contrairement aux seconds, principalement ceux occasionnés par le serveur vocal mis spécialement en place par les opérateurs pour communiquer à l'opérateur receveur, via l'utilisateur, les informations dites de R.I.O. (Relevé d'identité opérateur).

L'AFUTT tient à rappeler sa position déjà défendue lors de la réunion du 27 février 2006 organisée par l'ARCEP, au cours de laquelle a été finalisé le projet de décision :

*".....Donc la procédure d'obtention du RIO telle qu'elle est actuellement définie, n'est pas valable et nous la refusons catégoriquement.*

*De plus, en permanence, les opérateurs fixes et mobiles justifient la tarification très élevée des serveurs vocaux par leur coût de fonctionnement. Pourquoi donc en créer un nouveau et qui plus est gratuit dans le service mais pas dans l'accès, quand on peut mettre en place une solution de substitution plus efficace et moins lourde.*

*♦ Que leurs abonnés soient des pré ou post-payés, les opérateurs entretiennent des relations suivies avec eux. Par la facture mensuelle dans le cas du postpayé ou des courriers publicitaires dans le cas du prépayé. En résumé, nous demandons que le RIO soit communiqué systématiquement à chaque nouvel abonné au moment de la souscription de l'abonnement ou de son renouvellement et soit rappelé dans toutes les correspondances de l'opérateur vers l'abonné, à charge de l'abonné d'en assurer la conservation.*

*En conclusion, le processus d'obtention du RIO décrit dans ce projet de décision doit être remplacé par l'obligation faite aux opérateurs de mentionner cette information, complétée par le délai d'engagement restant à courir, sur tout courrier adressé à l'abonné."*

A l'époque, cette position avait été remise en séance sous forme de document écrit mais n'avait pas été retenue par l'ARCEP.

Constater en 2007 que le serveur vocal dédié aux opérations de portabilité est onéreux n'a donc rien de surprenant, et son coût ne doit en aucun cas être supporté par les utilisateurs.

Nous saluons et approuvons, à ce titre, la remarque contenue dans la consultation de l'ARCEP  
– page 4 :

*"Le projet de décision joint (cf. annexe I.) à cette consultation publique présente les typologies de coûts relatives à la fonctionnalité de conservation des numéros mobiles et précise que l'ensemble des coûts qui en résultent sont recouverts par le biais de l'activité globale des opérateurs."*

Pour assurer le respect de ce projet de décision, l'AFUTT demande donc que non seulement le coût du service mais aussi le coût de l'appel au serveur vocal de l'opérateur donneur ne soit pas imputé à l'utilisateur, dans le cadre ou pas de son forfait.

En outre, l'AFUTT rappelle que la portabilité des numéros, étant un des éléments du développement de la concurrence, doit être encouragée et que toute action qui pourrait raccourcir le délai effectif du portage (actuellement compris entre 7 et 10 jours), pour le rapprocher des délais pratiqués par certains pays européens (2 heures) doit aussi être considérée positivement.

L'Association Française des Utilisateurs des Télécoms

Le 7 janvier 2008